



HAL
open science

Les Alaouites : une secte au pouvoir

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Les Alaouites : une secte au pouvoir. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2006, 2 (14), pp 73-96. halshs-00281809

HAL Id: halshs-00281809

<https://shs.hal.science/halshs-00281809v1>

Submitted on 24 May 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le cadre alaouite I

Alaouites : une secte au pouvoir

Fabrice Balanche

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, la Syrie est le dernier pays du Moyen-Orient qui soit dirigé par un clan provenant d'une minorité confessionnelle. En effet, la famille Assad, au pouvoir depuis 1970, est issue de la minorité alaouite, une secte musulmane chiite hétérodoxe présente pour l'essentiel dans ce pays, où elle constitue environ 10 % de la population. Certes, la Syrie possède une grande diversité ethnique (Arabes, Kurdes, Arméniens, Turcs et Tcherkesses) et confessionnelle (sunnites, druzes, chiites duodécimains, ismaéliens, yézidis et toute la diversité de la chrétienté orientale : syriaques, grecs-orthodoxes, catholiques, assyro-chaldéens...), mais les Arabes sunnites y représentent plus de 60 % de la population, ce qui rend paradoxale la domination d'un clan alaouite sur le pays. En Irak, les Arabes sunnites sur lesquels s'appuyait Saddam Hussein constituent tout de même le tiers des habitants ; au Liban, la communauté maronite formait jusqu'à la guerre civile 25 % de la population¹ et pouvait à la fois compter sur le soutien des autres chrétiens et profiter de la division des musulmans pour se maintenir au pouvoir.

Au printemps 2005, lorsque les Syriens se furent retirés du Liban, la plupart des médias annoncèrent l'écroulement du régime baasiste en Syrie. Or le régime mis en place par Hafez al-Assad, même maladroitement géré par son fils Bachar al-Assad, reste solide. Sa force réside moins dans les institutions politiques et le parti Baas que dans la cohésion de la '*asabiyya*'² au pouvoir, dans la fidélité et

Fabrice BALANCHE, *chercheur, Institut français du Proche-Orient (IFPO), Beyrouth.*

1. Cf. Youssef Courbage, « Les nouvelles tendances démographiques au Proche-Orient », séminaire IFPO, Beyrouth, 18 avril 2005.

2. Une '*asabiyya*' est un « groupe de solidarité » à effet politique ou économique. Cette solidarité peut reposer sur l'ethnie, le territoire, la religion, ou simplement le but à atteindre. Dans le cas de la '*asabiyya*' au pouvoir en Syrie, l'essentiel des membres sont alaouites et proviennent du nord du djebel Ansariéh. Elle compte cependant aussi des sunnites et des personnes issues d'autres régions de Syrie.

l'unité de la communauté alaouite. L'ascension de cette dernière est des plus paradoxales : « Comment envisager l'avenir des populations alaouites, placées aujourd'hui par la destinée dans une situation aussi incertaine, et bien incapables par surcroît de décider de leur propre sort ? Nous avons vu en effet combien amorphe était leur état social et combien décevants les espoirs que l'on pouvait concevoir sur une évolution rapide de leur part. Mais peut-on tenir rigueur à ces attardés de l'histoire³ ? »

Une communauté musulmane hétérodoxe

La doctrine des alaouites – ou nusairis (*nuṣayriyya*), du nom de son fondateur Muḥammad ibn Nuṣayr 'al-Nāmīrī – est apparue en Irak au XI^e siècle. Comme tous les chiites, les alaouites vénèrent Ali, cousin et gendre de Mahomet, au point de le considérer comme Dieu. Le Prophète occupe une place secondaire : il n'est que le voile qui masque le « sens » incarné dans Ali. Le troisième personnage de la trinité alaouite est Salman, compagnon du prophète, la « porte » de la connaissance. Ces trois personnages sont représentés par des symboles astraux : Ali est la lune, Mahomet le soleil et Salman le ciel. La présence d'une « trinité » dans leur religion a pu donner à penser que les alaouites étaient des chrétiens qui se seraient réfugiés dans la montagne lors de la reconquête musulmane⁴ ; en réalité, cette trinité provient de l'antique gnosticisme astral de l'Orient, qui s'était maintenu dans certaines sectes en dépit du christianisme et de l'islam⁵. Une autre originalité de la doctrine alaouite tient à la croyance en la réincarnation.

Comme celle des druzes, la religion alaouite est de type initiatique. Les adolescents mâles sont instruits par un cheikh qui devient leur père spirituel ; ils jurent de ne jamais révéler les secrets sous peine de mort⁶. La religion populaire conserve des traces païennes, telle la vénération des hauts lieux entourés d'arbres verts sous lesquels sont enterrés les grands cheikhs. Les alaouites accordent de nombreuses vertus aux *ziyārāt*, les marabouts dans lesquels sont placés les tombeaux des cheikhs : soigner la stérilité, faire en sorte que la moisson soit bonne... La population se rend sur ces hauts lieux le vendredi et lors

3. Jacques Weulersse, *Le Pays des alaouites*, Tours, 1940, p. 377.

4. Cf. Henri Lammens, « Les Nusairis. Notes sur leur histoire et leur religion », *Études religieuses*, n° 461, Paris, 1899.

5. Cf. Louis Massignon, « Nusairi », in *Encyclopédie de l'Islam*, t. III, Paris, 1936, p. 1030.

6. Souleiman Efendi, alaouite d'Adana converti au protestantisme, fut assassiné par ses coreligionnaires en 1863 pour avoir écrit un livre révélant les secrets de la doctrine alaouite.

des fêtes religieuses comme l'Achoura⁷ ou le 17 Avril⁸... Des animaux sont alors sacrifiés à Dieu, la viande étant consommée sur place ou distribuée aux pauvres par les cheikhs.

Leur croyance en la métempsychose, le caractère secret de leur religion, l'absence de mosquées, la tolérance de l'alcool, le fait que les femmes ne soient pas voilées..., sans oublier leur isolement et leur pauvreté, ont contribué à la diffusion de légendes infamantes sur les alaouites⁹. La secte fut condamnée par les docteurs de l'islam sunnite, tel Ibn Taymiyya, qui, dans une célèbre fatwa, jugea les nusairis plus infidèles encore que les idolâtres et déclara licite le djihad à leur rencontre¹⁰. Les alaouites n'étaient reconnus comme musulmans ni par les sunnites ni par les chiites duodécimains. Il fallut attendre une fatwa de circonstance¹¹, prononcée en juillet 1936 par l'une des plus hautes autorités sunnites de l'époque, le mufti de Palestine Hajj Amin al-Husayni, pour qu'ils obtiennent leur reconnaissance officielle en tant que musulmans, et ce n'est qu'en 1973 que, sur les instances du président Hafez al-Assad auprès de l'imam chiite du Liban¹² Musa al-Sadr, les alaouites furent enfin reconnus comme membres de la communauté chiite.

Comme d'autres montagnards (druzes et métoualis¹³), les alaouites sont organisés sur le mode tribal. Cependant, à la différence des bédouins, et du fait qu'ils sont sédentaires, les solidarités de voisinage priment chez eux sur les liens

7. L'Achoura est la fête par laquelle les chiites commémorent l'assassinat des enfants d'Ali, Hussein et Hassan.

8. L'anniversaire de l'évacuation des troupes françaises en 1946 coïncide curieusement avec la fête du printemps des alaouites.

9. Cf. Jacques Weulersse, *op. cit.*, p. 57.

10. Cf. Heinz Halm, « Nusairi », in *Encyclopédie de l'Islam*, Paris, 1993, p. 148-150.

11. Les autorités musulmanes prêchaient alors la réconciliation des diverses sectes pour lutter plus efficacement contre l'occupant, qu'il soit français ou anglais. En 1936, l'intégration de l'État alaouite à la Syrie, exigée par les nationalistes syriens, fut mal acceptée par l'aristocratie alaouite, qui aurait préféré l'indépendance ou le rattachement au Liban. La reconnaissance de leur appartenance à la communauté musulmane devait pourtant, du point de vue nationaliste, inciter les alaouites à admettre leur intégration à la Syrie, qui entra dans les faits à compter du 9 septembre 1936. On voulait en outre mettre un terme au prosélytisme des jésuites, qui tentaient depuis 1933 de les convertir au christianisme.

12. Assad fit valoir à l'imam chiite du Liban les bénéfices politiques qu'il pourrait retirer d'une fatwa de complaisance ; cf. Martin Kramer, « Syria Alawis and Shi'ism », in id., *Shi'ism, Resistance*, Londres, Tauris, 1990, p. 237-253. Lors de la promulgation de la Constitution syrienne de 1973, des émeutes éclatèrent parce qu'il n'était pas précisé que le chef de l'État devait être musulman. Ce n'était en réalité qu'un prétexte pour contrecarrer l'hégémonie des alaouites, mais Hafez al-Assad fut obligé, afin de désamorcer la crise, de préciser que l'islam était la religion du chef de l'État. L'opposition sunnite s'empressa alors de contester l'appartenance des alaouites à l'islam.

13. Le terme de « métouali » désigne les chiites duodécimains du Mont-Liban.

du sang. Ils sont divisés en plusieurs dizaines de tribus, elles-mêmes regroupées en quatre fédérations : Haddadin, Khayatin, Matawra et Kalbyeh, qui regroupent 80 % des alaouites de Syrie¹⁴. Politiquement, les fédérations n'existaient autrefois qu'en tant qu'unités guerrières et ne disposaient pas de structures permanentes.

On distingue entre tribus *shamsites* (de *shams*, le soleil, symbole de Mahomet), les Khayatin et les Haddadin, et tribus *qamarites* (de *qamar*, la lune, symbole d'Ali), les Kalbyeh et les Matawra. Le drapeau de l'État alaouite du mandat français comprenait un soleil en son centre, témoignant du poids politique des tribus *shamsites*.

Ottomans et Français reconnaissaient une légitimité aux confédérations tribales et recherchaient un interlocuteur privilégié en la personne du *muqaddām* [représentant] de la fédération ; ce dernier était non pas un personnage religieux, mais un chef de tribu reconnu par ses pairs et dont la position était normalement héréditaire, même si la compétition entre les familles « nobiliaires » (*mashāyikh*) et les intrigues de la puissance tutélaire conduisaient à voir le titre changer souvent de famille.

Islam et islam

La pratique religieuse s'est modifiée avec l'accession d'Hafez al-Assad à la présidence de la République arabe syrienne en 1970. En bon chef d'État d'un pays musulman, celui-ci se fit un devoir d'assister à la prière du vendredi et à celles qui avaient lieu à toute occasion religieuse sous la direction d'un imam sunnite. Par calcul politique, il allait favoriser l'intégration des alaouites à la communauté musulmane en faisant construire des mosquées dans leurs villages : Qardaha, le village natal de la famille Assad, en compte cinq (pour seulement 6 000 habitants), dont l'imposante mosquée consacrée à la mère du chef de l'État, décédée en 1993, et le mausolée de son fils aîné¹⁵, Bassel al-Assad, « martyr, commandant parachutiste, ingénieur¹⁶ ». Après sa disparition, ce dernier fut même représenté en pèlerin de La Mecque, alors que le pèlerinage, qui est l'un des piliers de l'islam, est peu respecté par les alaouites – raison qui poussa d'ailleurs l'un des oncles de l'actuel président, Jamil al-Assad¹⁷, à fonder une association chargée d'offrir des pèlerinages à leurs cheikhs.

14. Cf. Alain Chouet, « L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 147, 1995, p. 96.

15. Bassel al-Assad est mort en janvier 1994 dans un accident de voiture sur la route de l'aéroport de Damas, alors qu'il « servait la patrie ».

16. Les titres qui lui ont été conférés lors de son éloge funèbre, abondamment repris par les médias syriens et dans les discours officiels, ont fini par devenir synonymes de son nom.

17. Décédé en 2003.

En 1997, Jamil al-Assad est allé trop loin, semble-t-il, dans sa promotion de l'islam officiel au sein de la communauté : pour lutter contre l'« idolâtrie », il avait fait détruire par ses hommes de main deux *ziyārāt* de la plaine de Jableh, et la population des villages alentour prit les armes pour faire expier le sacrilège. Il fallut que Hafez al-Assad intervienne discrètement pour calmer les esprits, exilant son frère en France durant un an. Cette réaction de la population alaouite montre que celle-ci ne suivait pas toujours les orientations proclamées d'en haut : le rapprochement avec les sunnites restait mal perçu par les cheikhs alaouites. Si la communauté est capable de s'adapter, il reste improbable qu'elle se dissolve dans le sunnisme ou dans le chiisme orthodoxe.

Les alaouites en Syrie et au Proche-Orient

En 1947, les alaouites de Syrie étaient 340 000, soit 11 % de la population. On estimait cette population à 900 000 personnes en 1980, toujours 11 % de l'ensemble. Il est difficile d'en évaluer le nombre à l'heure actuelle, car l'état civil et les recensements syriens ne tiennent plus compte des communautés. Par ailleurs, l'émigration récente des alaouites dans les grandes villes syriennes, en particulier Damas, Homs et Lattaquié, rend plus difficile l'identification de leur territoire, même si leur fief reste la région côtière. Cependant, la croissance démographique de cette région étant inférieure de moitié à celle de l'ensemble de la Syrie et son solde migratoire à peu près nul, on peut affirmer que, depuis les années 1980, le poids relatif de la communauté alaouite diminue dans la population syrienne : elle en représente sans doute moins de 10 %, soit 1 800 000 personnes.

En 1946, lorsque le pays devint effectivement indépendant, plus de 80 % des alaouites de Syrie habitaient la montagne côtière (le djebel Ansarieh) et les plaines environnantes, où ils étaient largement majoritaires puisqu'ils y représentaient 63,2 % de la population (à côté de 22,1 % de sunnites, 13,6 % de chrétiens et 1,1 % d'ismaéliens). Les autres alaouites vivaient sur une bande discontinue de territoires à l'est de l'Oronte : Alyate, Djerablus, Sighurin, Abou Mendel, etc. Toutes ces populations étaient originaires du djebel Ansarieh, d'où leurs ancêtres, chassés par la pression démographique, étaient venus dès le XIX^e siècle se faire embaucher comme métayers sur les grands domaines agricoles en cours de formation aux marges du monde sédentaire. À partir du milieu du XX^e siècle, l'exode rural allait les pousser vers les villes (Homs et Hama), où ils allaient constituer d'importantes minorités. Damas, la capitale, ne comptait que 4 200 alaouites au moment de l'indépendance ; depuis l'accession au pouvoir du parti Baas, en 1963, leur nombre y a fortement augmenté en raison de l'installation massive de militaires et de fonctionnaires alaouites accompa-

gnés de leur famille¹⁸. On trouve également hors de Syrie, à Adana¹⁹ et à Antioche, à Tripoli et dans le Akkar, des communautés alaouites issues de l'émigration paysanne du XIX^e siècle. Depuis les accords de Taëf de 1989, les alaouites sont reconnus officiellement au Liban en tant que communauté confessionnelle et disposent de deux députés pour environ 18 000 électeurs, soit le meilleur ratio du pays²⁰. Il est extrêmement difficile d'estimer la population alaouite²¹ de Turquie. Dans le sandjak d'Alexandrette, leur nombre s'élevait à 62 000 en 1936, soit 28 % de la population ; après la cession du sandjak à la Turquie, en 1939, la quasi-totalité des Arméniens et une partie de la population arabe, dont les alaouites, partirent pour la Syrie, mais il s'agissait essentiellement de citadins : la grande majorité des alaouites du sandjak, ruraux, sont demeurés sur place²².

À Adana et à Antioche avait réussi à se constituer une véritable élite urbaine²³. En revanche, à l'époque ottomane, les alaouites étaient pratiquement absents des villes de la région côtière syrienne, si ce n'est en tant que domestiques. Les résultats du recensement de 1935 indiquent cette faible urbanisation : 1 509 personnes. Au total, les alaouites ne représentaient que 2,9 % de la population urbaine régionale, proportion extrêmement faible au regard de leur poids démographique. Toutefois, cette dernière allait croître fortement par la suite, atteignant 10 % dès 1947. Depuis le début des années 1990, les alaouites sont apparemment majoritaires dans toutes les villes de la région, excepté à Haffeh, qui demeure sunnite²⁴. Ils représenteraient 70 % de la population à Tartous²⁵, 55 % à Lattaquié, 65 % à Baniyas et à Jableh. En montagne, Dreykish, Sheikh Bader et Qardaha sont alaouites à près de 100 % ; Safita se partage entre chrétiens et alaouites. Dans l'espace rural, les alaouites occupent un territoire compact qui s'étend de la plaine côtière à celle du Ghab, des contreforts du Kossair à la frontière libanaise. Les villages alaouites ne sont insérés entre des

18. « Pourquoi les alaouites ont-ils l'arrière de la tête plat ? Parce que leur mère n'arrête pas de les frapper de la main à cet endroit en leur disant : "Va à Damas, mon fils !" » (plaisanterie sunnite).

19. En 1921, la population alaouite de Cilicie était estimée à 80 000 individus ; cf. Jacques Weulersse, *op. cit.*, p. 60.

20. Cf. Éric Verdeil, « Les territoires du vote au Liban », *M@ppemonde*, n° 78, juin 2005.

21. À ne pas confondre avec les alévis.

22. La communauté alaouite du sandjak était plus urbanisée que celle de la Syrie et pouvait se targuer d'une élite intellectuelle importante, dont Wahib Ghanem et Zaki Arsouzi, deux fondateurs du parti Baas, qui s'installèrent à Alep et à Damas.

23. Cf. Jacques Weulersse, *op. cit.*

24. La proportion de cette dernière communauté a même augmenté en raison de l'émigration des chrétiens et de la faible attraction qu'exerce la ville sur la population alaouite.

25. Cf. Alain Chouet, *op. cit.*, p. 105.

villages sunnites qu'à Bassit ; dans le reste de la région, ce sont les villages des autres communautés qui sont enclavés en territoire alaouite.

Tableau 1 : La population urbaine par communauté dans la région côtière syrienne en 1935

Ville	Sunnites		Chrétiens		Alaouites		Total
	Population	%	Population	%	Population	%	
Lattaquié	25 000	78,6	6 300	19,8	500	1,6	31 800
Jableh	6 073	96,9	81	1,3	116	1,9	6 270
Banias	1 671	77,5	350	16,2	136	6,3	2 157
Tartous	3 000	68,5	917	20,9	462	10,6	4 379
Arouad	3 300	99,8	6	0,2	0	0,0	3 306
Safita	40	1,3	2 716	89,5	280	9,2	3 036
Haffeh	911	70,8	360	28,0	15	1,2	1 286
Total	40 955	77,6	10 293	19,5	1 509	2,9	52 757

Source : Jacques Weulersse²⁶

Tableau 2 : La population urbaine par communauté dans la région côtière syrienne en 1947

Ville	Sunnites		Chrétiens		Alaouites		Total
	Population	%	Population	%	Population	%	
Lattaquié	26 000	63,4	3 200	7,8	11 800	28,8	41 000
Haffeh	1 730	72,1	60	2,5	610	25,4	2 400
Jableh	8 020	90,1	640	7,2	240	2,7	8 900
Banias	2 650	67,9	300	7,7	950	24,4	3 900
Tartous	4 500	50,6	2 670	30,0	1 730	19,4	8 900
Safita	40	0,7	720	12,8	4 880	86,5	5 640
Arouad	5 060	99,2	0	0,0	40	0,8	5 100
Total	48 000	63,3	7 590	10,0	20 250	26,7	75 840

Source : Ibrahim Nouss

26. Jacques Weulersse, « Les Alaouites », *La France méditerranéenne et africaine*, 1938, n° 2, p. 56.

Zoom Lattaquié, capitale du pays alaouite

Les voyageurs qui font étape à Lattaquié sont frappés par la tenue vestimentaire des jeunes filles qui se promènent dans les quartiers périphériques de la ville, comme Ramel Shemali (Les Sables du Nord) au nord et Ziraa (Agriculture) à l'est. Les chevelures flottent librement, des vêtements courts et moulants mettent le corps en valeur. Une telle tenue ne peut que surprendre ceux qui arrivent de Damas ou d'Alep, car dans les villes de l'intérieur les espaces de liberté vestimentaire sont confinés à quelques quartiers du centre, à majorité généralement chrétienne. Dans les quartiers périphériques et populaires des métropoles de l'intérieur, le *hidjab* [voile] et la *melaya* [cape] sont de rigueur.

Dans le vieux quartier sunnite de Sleybeh, au cœur de la ville, l'atmosphère est en revanche plus conforme à celle d'une ville arabe traditionnelle. Les femmes sont vêtues selon la tradition musulmane ; on n'y trouve pas, à l'heure de la promenade du soir, de groupes mixtes qui flânent dans les rues, mais uniquement des groupes de *shebab* [jeunes gens] et des familles ; les femmes seules sont extrêmement rares. Autres signes distinctifs, on peut voir à Sleybeh des cafés arabes traditionnels, des hommes qui fument le narguilé sur le trottoir, des estaminets où l'on ne sert pas de boissons alcoolisées, avec une salle réservée aux familles ; dans les quartiers alaouites, le café masculin n'existe pas, de nombreux estaminets servent des boissons alcoolisées, et aucune séparation des sexes n'est pratiquée.

En raison de l'interdiction officielle d'y faire référence, l'appartenance communautaire n'est pas ouvertement revendiquée par la population lattaquiotte. Elle s'exprime cependant à travers, par exemple, le soutien à l'un ou l'autre des deux clubs de football de la ville : Tishrin, le club des alaouites, ou Hatin, celui des sunnites, dont le seul nom témoigne de l'obédience communautaire ²⁷. Le drapeau de Tishrin est jaune et rouge, celui de Hatin bleu et blanc, aux couleurs de Lattaquié. Le clivage a gagné la campagne : à Burj Islam, Salma et Haffeh, la population soutient le club sunnite ; ailleurs, ce sont les drapeaux de Tishrin qui flottent sur les maisons. Les autorités sont conscientes de l'enjeu que représentent les rencontres entre

.../...

27. Tishrin évoque aussi bien la guerre d'octobre 1973 que le coup d'État de novembre 1970, donc Hafez al-Assad. Hatin est le nom de la plus grande victoire de Saladin sur les croisés en 1187 (à l'ouest du lac de Tibériade) et renvoie donc à un passé islamique glorieux.

.../...

les deux équipes ; aussi évitent-elles qu'elles aient lieu à Lattaquié. La dernière qui s'y est tenue, en 1990, avait dégénéré en émeute à la sortie du stade, la victoire de Tishrin ayant blessé dans sa fierté le petit peuple sunnite de la ville. Cette émeute, unique depuis la rébellion des Frères musulmans (1979-1982), traduisait un sursaut de patriotisme en l'honneur de la cité traditionnelle de Lattaquié, incarnée par Hatin.

Les quartiers alaouites se trouvent au nord et à l'est de la ville, face à la montagne d'où provient leur population. Les quartiers sunnites occupent l'ouest et se sont développés depuis la vieille ville vers la mer ; les sunnites d'origine rurale se sont implantés dans les quartiers de Sleybeh et de Sheikh Daher, dégradés et abandonnés par les habitants d'origine ; ils se sont également établis dans le Ramel Falestini (officiellement al-Quds, mais nommé « Les Sables palestiniens » en raison de la présence d'une population constituée en majorité de réfugiés palestiniens), où les logements sont peu onéreux. Les chrétiens continuent à demeurer dans leur quartier d'origine : leur nombre s'étant faiblement accru depuis l'indépendance, ils n'ont que très peu diffusé dans les quartiers des autres communautés.

Même si les territoires communautaires se sont désormais partagé l'essentiel de l'espace urbain, le centre, en tant que tel, résiste à cette territorialisation communautaire rampante. Cependant, la crise économique que connaît la Syrie depuis le milieu des années 1980 se manifeste à l'échelle de Lattaquié dans les stratégies résidentielles de ses habitants : néocitadins mal intégrés et citadins déclassés se protègent en recherchant la sécurité et la solidarité communautaire. S'agit-il du prélude à une implosion de la ville, comparable à ce qui s'est passé à Beyrouth, ou simplement d'un phénomène transitoire lié à la crise économique qui se prolonge ?

Des alaouites peu présents dans le secteur privé

La place des alaouites dans l'industrie et le commerce privés reste marginale, ce qui témoigne de la résistance de la bourgeoisie économique urbaine, sunnite et chrétienne, au pouvoir baasiste. Ce dernier a en effet tenté d'éliminer ces concurrents politiques, mais les a par là même conduits à se renouveler. Alors que la bourgeoisie terrienne a perdu ses assises avec la réforme agraire, la bourgeoisie commerçante a mieux résisté en exploitant les failles de l'étatisation de l'économie et les dysfonctionnements du secteur public. Cette bourgeoisie ancienne a été rejointe par de nouveaux entrepreneurs enrichis grâce à leur collaboration active avec l'État, en particulier dans le secteur des travaux

publics. La plupart des hommes d'affaires alaouites, dont l'archétype est aujourd'hui Rami Makhlouf ²⁸, propriétaire de l'une des deux sociétés de téléphone mobile ainsi que des magasins hors taxes situés aux frontières, et importateur de voitures, sont des membres de la *'asabiyya* au pouvoir ou des hommes de paille de cette *'asabiyya*. Ils fondent leur activité sur des monopoles d'État privatisés, dans la pure tradition du « *crony capitalism* » (« capitalisme des copains ²⁹ »). Mais, à l'exception de cette minorité, les alaouites sont peu représentés dans le monde des entrepreneurs.

Comme toute les doctrines chiïtes, la religion alaouite préconise l'ascétisme, ce qui prédispose d'autant moins aux activités lucratives que le commerce est honni par les cheikhs alaouites. Les alaouites semblent cependant mieux à même d'accepter les innovations culturelles et techniques que les sunnites. Ils dissocient la parole du Prophète, rapportée par le Coran, de la Parole de Dieu, et n'ont pas pour le Livre sacré une absolue révérence, car ils accusent les sunnites d'en avoir écarté des passages à la gloire d'Ali. Pour les alaouites, la raison (*'aql*) se substitue au raisonnement par analogie fondé sur le Coran et la Sunna ; l'interprétation du texte sacré (*'ijtihād*) est toujours possible, alors que le sunnisme l'a déclarée achevée depuis le XII^e siècle. La religion alaouite peut donc évoluer en permanence : les principes de l'islam, considérés comme universels et intelligibles par les orthodoxes, peuvent être ici légitimement discutés, voire remis en cause.

La principale entrave à l'intégration des alaouites dans l'économie privée est donc non pas la religion, mais l'isolement séculaire qui, par le passé, leur a permis d'échapper aux persécutions. Leur accession à l'appareil d'État les a sortis de cet isolement, mais au prix de l'enfermement dans une autre prison : l'opprobre dont ils font l'objet de la part des sunnites s'est encore renforcé du fait de l'amalgame établi entre le régime d'Hafez al-Assad et la communauté. Le faible degré de leur intégration au secteur privé de Lattaquié et, au-delà, de la Syrie est dû à la structure sociale du pays et non à leur philosophie religieuse. Dans le monde méditerranéen, la culture d'entreprise repose sur un trépied : la famille élargie ³⁰, une tradition marchande séculaire, la crainte viscérale de l'État. L'absence de protection juridique crée des obstacles à la mobilisation de fonds en dehors du cercle restreint de la famille et des relations proches : les

28. La mère de Bachar al-Assad appartient à la famille Makhlouf, Rami étant le cousin germain du président.

29. Cf. Éric Gobe, « Les hommes d'affaires et l'État dans le capitalisme de l'infitâh (1974-1994) », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 156, avr.-juin 1997.

30. Cf. Roland Pérez, « Les cultures d'entreprises méditerranéennes », in Jacques Thobie, Salgur Kaňçal (éd.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Istanbul/Paris, Isis (Varia Turcica XX), 1994.

entrepreneurs qui bénéficient des plus grandes facilités de crédit ne sont pas ceux qui ont les projets les plus crédibles, mais ceux dont la réputation familiale de probité est la plus solide. Ainsi, la bourgeoisie traditionnelle syrienne, même si elle a été mise à mal par les nationalisations et la réforme agraire, dispose grâce à son capital social d'un potentiel économique plus important que celui des entrepreneurs issus des classes populaires ou de la nouvelle bourgeoisie.

L'appartenance à une communauté considérée comme hérétique par l'islam sunnite est un deuxième handicap pour les entrepreneurs : la différence religieuse renforce la méfiance envers les nouveaux venus. La plupart des sunnites considèrent les alaouites comme des athées ou des impies (*kāfirīn*) et ne se fient pas à eux ; ils craignent également de s'associer avec des personnes susceptibles d'entretenir des liens étroits avec les services de sécurité. Ces difficultés valent aussi dans le domaine du travail, car, le nombre d'entrepreneurs alaouites restant faible, les demandeurs d'emploi issus de la communauté se heurtent à l'ostracisme des entrepreneurs sunnites et chrétiens.

Troisième obstacle, enfin, l'endogamie communautaire freine l'accès des alaouites au monde des entrepreneurs, à la différence notable des chrétiens et des sunnites d'origine rurale, qui peuvent s'introduire dans les réseaux citadins par le biais des alliances matrimoniales ou grâce à l'intervention des autorités religieuses.

Hafez al-Assad, qui voulait encourager l'intégration des alaouites dans le monde des affaires et susciter la formation d'une couche d'entrepreneurs alaouites, avait promu les mariages entre les membres de sa *'asabiyya* et ceux de l'oligarchie sunnito-chrétienne. Mais seules quelques familles de cette dernière, en situation de déclassement économique, ont accepté pareille mésalliance, dans l'espoir de tirer quelque bénéfice de ce rapprochement avec l'État. Le mépris religieux et la crainte d'un retournement de la situation politique n'incitent d'ailleurs pas les grandes familles chrétiennes et sunnites à unir leur destin à celui de la *'asabiyya* au pouvoir, à moins qu'elles ne soient déjà trop compromises avec elle dans des affaires politico-financières.

Le système Assad et les alaouites

Le 8 mars 1963, un coup d'État militaire porta au pouvoir un groupe d'officiers en majorité issus de la petite bourgeoisie rurale des provinces périphériques ; la plupart d'entre eux appartenaient à des confessions minoritaires : alaouites, druzes, chrétiens et ismaéliens. Ces militaires étaient en outre membres du parti Baas, qui plaidait pour un nationalisme arabe laïque capable de mobiliser tous les groupes sociaux et toutes les communautés, musulmanes ou non, de façon que les Arabes puissent se débarrasser de l'impérialisme qui

n'en finissait pas de manipuler les classes dirigeantes traditionnelles, bourgeoise commerçante et aristocratie foncière. Les baasistes se distinguaient tout autant des Frères musulmans, considérés comme des réactionnaires obscurantistes liés aux Saoudiens et donc aux États-Unis, que des communistes, jugés trop fidèles à Moscou³¹. La nouvelle élite syrienne est alors comparable, son caractère minoritaire excepté, à celle qui s'installa en Égypte après la révolution des Officiers libres. Cependant, dès la fin des années 1960, les alaouites avaient éliminé des postes clés les autres groupes minoritaires et, en 1970, le coup d'État d'Hafez al-Assad sanctionnait la mainmise sur le pouvoir d'une 'asabiyya à base communautaire et non plus politique.

Au fil des années, le détournement des ressources de l'État est devenu l'un des objectifs majeurs de cette 'asabiyya, même si l'action d'Hafez al-Assad lui-même allait au-delà des seuls intérêts financiers. La plupart des observateurs sont d'accord : son mode de vie demeurait relativement sobre, ce qui n'était pas le cas des membres de sa famille ni des autres barons du régime³², qui apparaissaient comme les « nouveaux mamelouks » décrits par Michel Seurat³³.

Une communauté alaouite asservie par la 'asabiyya au pouvoir

Le succès d'Hafez al-Assad a permis l'ascension de son clan au sein de la société alaouite au détriment des clans et des tribus historiquement dominants, tels les Haddadin et les Khayatin. Néanmoins, la suprématie des Kalbyeh n'était pas en soi son objectif prioritaire : elle a plutôt découlé de l'installation de ses proches aux postes clés du pouvoir. Au sein de l'appareil d'État – bureaucratie, armée, secteur public –, en effet, la proximité avec le président a remplacé le mérite personnel, les membres de sa famille, de son clan, de sa communauté, disposant du reste d'un pouvoir réticulaire inconnu de la population syrienne. Cependant, ce n'est pas en s'appuyant exclusivement sur son clan qu'Hafez al-Assad aurait pu s'emparer du pouvoir et le conserver pendant trente ans. Il a tissé un vaste réseau d'alliances avec les autres tribus et communautés, utilisant

31. Cf. Georges Corm, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris, Seuil, 1989.

32. Le but de toute 'asabiyya est non pas de fonder un État « ethnico-national », mais d'investir l'État existant afin d'en accaparer les richesses.

33. Cf. Gérard Michaud (pseud.) [Michel Seurat], « L'État de barbarie », *Esprit*, nov. 1983. Les mamelouks étaient au Moyen Âge et durant la période ottomane ces esclaves-soldats qui constituaient l'armée du calife. L'indolence du pouvoir leur a permis de prendre le pouvoir en gardant le calife comme otage ou en l'éliminant ; ils formaient une véritable caste, unie par ses origines circassiennes, dont la seule légitimité était la force.

les institutions de l'État moderne tout en mobilisant les structures traditionnelles d'encadrement de la société ; ainsi s'explique sa très large assise dans la population.

Une analyse exhaustive de l'origine et de l'appartenance communautaire des principaux personnages des forces armées et de la sécurité intérieure qui se sont succédé au pouvoir de 1970 à 1997³⁴ montre que 61,3 % d'entre eux sont alaouites et 35,5 % sunnites. Parmi les alaouites, la majorité sont originaires de l'arrière-pays de Jableh, le fief du clan d'Hafez al-Assad. Ils constituent, par leur proximité géographique ou familiale avec l'ancien président, le cœur de la *'asabiyya*, au pouvoir à des postes stratégiques : chef des services de sécurité, responsable des Brigades de défense... Quand le ministre de la Défense et le chef d'état-major sont sunnites, leur pouvoir reste fictif : les véritables décisions sont prises par les adjoints alaouites. De toute façon, sept des neuf divisions syriennes sont commandées par des alaouites³⁵.

L'importance de la présence des alaouites dans les forces armées et dans les services de sécurité se vérifie également aux échelons inférieurs. Les camps militaires autour de Damas, Homs et Hama sont peuplés presque exclusivement de familles alaouites. Dans les villages du djebel Ansarieh, il est rare qu'il n'y ait pas un ou plusieurs militaires par famille. C'est là le résultat d'un processus historique qui a débuté sous le mandat français, alors que les alaouites commençaient à s'engager massivement dans l'armée. Comme toute puissance coloniale, la France a préféré intégrer dans l'Armée du Levant les membres des minorités – alaouites, druzes, chrétiens, ismaéliens et Tcherkesses – plutôt que les Arabes sunnites, qu'elle jugeait trop perméables aux idées nationalistes. En 1945, les alaouites représentaient le tiers des effectifs de l'Armée du Levant en Syrie et au Liban³⁶.

Après le coup d'État du 8 mars 1963, le nombre d'officiers issus des minorités augmenta sensiblement, car les nouveaux leaders promurent officiers des membres de leur famille, clan ou région, afin de consolider leur pouvoir. La moitié des 700 officiers sunnites révoqués furent remplacés par des alaouites³⁷. Les tentatives de putsch commises par des officiers sunnites³⁸, puis l'élimina-

34. Cf. Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton University Press, Princeton, 1999, p. 219.

35. *Ibid.*, p. 219. En 1973, deux des cinq divisions étaient commandées par des généraux alaouites ; en 1985, six sur neuf ; en 1992, sept sur neuf (les deux dernières par des généraux respectivement ismaélien et sunnite).

36. Cf. Nikolaos Van Dam, *The struggle for power in Syria*, Tauris, Londres, 1996, p. 4.

37. *Ibid.*, p. 32.

38. Cf. Michel Seurat, *L'État de barbarie*, Paris, Seuil, 1989, p. 136 : aux tentatives de putsch des années 1960, il faut ajouter en 1973 celle d'un groupe d'officiers et de sous-officiers nassériens et baasistes proirakiens, mais, surtout, à une écrasante majorité sunnites.

tion des officiers druzes³⁹ et ismaïliens renforcèrent au cours des années 1960 et 1970 le caractère alaouite de l'armée syrienne.

Le parti Baas n'est plus qu'une courroie de transmission du régime

Le parti Baas arabe socialiste est, selon la Constitution syrienne, le parti dirigeant. Mais il n'est pas parti unique puisqu'il cohabite au sein du Front national progressiste avec six autres partis⁴⁰. Ces derniers ne jouent qu'un rôle de compagnons de route, car, même s'ils sont représentés au Parlement et détiennent quelques ministères de second plan⁴¹, il leur faut limiter leur propagande et il leur est interdit de recruter à l'université ou au sein des forces armées. La formation du Front national progressiste par Hafez al-Assad en 1971 n'avait en réalité d'autre but que de compromettre l'ensemble de l'opposition en l'associant modestement au pouvoir tout en conférant une certaine légitimité démocratique au régime⁴².

Le parti Baas comptait officiellement 1 008 243 membres en 1992, supporters et membres actifs⁴³ confondus, soit 14,5 % de la population syrienne de plus de quatorze ans, contre seulement 65 398 membres en 1971. Hafez al-Assad ne voulait pas d'un parti d'élite. Souhaitant au contraire un parti de masse, il déclarait quelques semaines après le 8 mars 1963 que la Syrie ne serait pas la propriété exclusive des baasistes⁴⁴. Le Baas traverse toutes les couches de la société syrienne et dispose d'une infrastructure ramifiée couvrant jusqu'aux

39. Nikolaos Van Dam consacre tout un chapitre de *Struggle for power in Syria...*, *op. cit.*, p. 48-61, à cette purge de 1966-1968, qui eut pour conséquence d'écarter entièrement la communauté druze du pouvoir.

40. « Les deux partis communistes "officiels" de Khaled Bakdash (prosoviétique) et de Youssef Faysal (communistes nationaux) ; les deux scissions officialisées de l'Union socialiste arabe dite "nassérienne", l'une dirigée par Safouan Qudsi et l'autre par Yusuf al-Ja'idani ; les socialistes arabes de 'Abdul al-Ghani Qanut ; et les unionistes socialistes de Fa'iz Isma'il. Le même sort sera certainement réservé au nouveau Parti libéral constitutionnel [...], et au Parti national social syrien de 'Isam Mahayri, connu autrefois sous l'appellation de Parti populaire syrien. » In Eberhard Kienle, « Entre jama'a et classe : le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (REMMM), nos 59-60, 1991, p. 222.

41. Les communistes dirigent le ministère des Transports et celui de l'Électricité.

42. Cf. Eberhard Kienle, *op. cit.*, p. 222.

43. Il faut avoir quatorze ans pour être supporter (*našīr* au singulier ; *anšār* au pluriel) et dix-huit ans pour être membre actif. Pour devenir membre actif, il faut avoir été *našīr* pendant au moins deux ans et avoir effectué deux stages d'une durée d'un mois, l'un paramilitaire et le second idéologique. Mais ces deux années de probation ne suffisent pas puisque le candidat doit être recommandé par deux membres actifs et se soumettre à un examen idéologique.

44. Cité par Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 179.

plus petits villages. L'inconvénient majeur d'un parti de masse, cependant, réside dans la dilution du lien social que représente sinon l'appartenance partisane, ce qui signifie pour les membres anciens la perte d'avantages matériels : s'il suffisait dans les années 1960 et au début des années 1970 d'être membre du Baas pour obtenir une bourse d'étude, une promotion dans l'armée, une embauche dans l'administration, ce n'est absolument plus le cas aujourd'hui. L'adhésion au parti reste une condition d'accès à l'administration, en particulier à l'enseignement, mais n'est plus un moteur d'ascension sociale.

Son caractère laïque⁴⁵ permit au Baas de recruter largement dans les minorités : druzes, orthodoxes, ismaéliens et alaouites. Les alaouites en formaient une composante essentielle par leur importance numérique, le poids de leurs idéologues et leur influence au sein de la branche militaire du parti. Dans les années 1950, l'emprise des minoritaires sur le Baas en avait détourné les sunnites. Cette communautarisation d'un parti politique n'était d'ailleurs pas propre au Baas : le parti communiste syrien souffrit lui-même de la surreprésentation des Kurdes dans ses rangs⁴⁶, ce qui contribua à en éloigner les autres communautés, sauf lorsque celles-ci étaient localement hégémoniques.

Durant les années précédant la révolution de 1963, le Baas a joué un rôle complémentaire à celui de l'armée dans la constitution de la *'asabiyya* alaouite et de ses réseaux. Étudiant à Lattaquié, Hafez al-Assad adhéra au parti en 1947, et la solidarité entre baasistes l'aida à forger son réseau à l'Académie militaire de Homs avec ses coreligionnaires alaouites et des membres d'autres communautés, comme le sunnite Mustapha Tlass, ex-ministre de la Défense. La solidarité continue de mobiliser lorsqu'il s'agit des premiers baasistes, mais n'opère plus pour les adhérents de la période postérieure à 1971. Pour certains, le Baas serait une coquille vide ; d'autres y voient avant tout un instrument aux mains de l'équipe d'Assad. Quoi qu'il en soit, même ceux des militants qui croient encore à son idéologie rentrent invariablement dans le rang quand le régime l'exige⁴⁷.

Les cheikhs alaouites au service d'Assad

Le soutien des structures traditionnelles, en particulier religieuses, est un facteur essentiel pour un régime dénué de légitimité démocratique, le recours à la religion devenant une nécessité croissante pour le président syrien à mesure que se dissipe l'écran de fumée du nationalisme arabe. Le poids de la religion

45. Le premier idéologue et fondateur du parti, Michel Aflaq, proclama la laïcité en établissant une distinction entre islam-religion et islam-culture nationale arabe. Si la liberté de croyance était reconnue par le Baas, l'islam n'en restait pas moins un paramètre essentiel de l'identité arabe.

46. Cf. Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 118-123.

47. Cf. Eberhard Kienle, *op. cit.*, *ibid.*

dans la société syrienne ne lui laisse d'ailleurs guère le choix. À l'heure de l'*infitah*, l'ouverture économique qui voit la richesse de la nouvelle bourgeoisie s'étaler et la misère gagner une société jusqu'alors protégée par des mesures de type socialiste (soutien à la production des denrées alimentaires, développement de l'emploi public, blocage des loyers), le régime a plus que jamais besoin de la religion pour occulter les revendications sociales.

L'instrumentalisation de la religion se produit également à l'échelon communautaire. La communauté alaouite ne se confondant pas avec le Baas comme certains groupes ethniques s'incarnent dans un parti (cf. l'exemple des druzes libanais), la religion va servir à fédérer les alaouites autour de la '*asabiyya* au pouvoir. Pour renforcer la cohésion communautaire, il suffit d'évoquer les persécutions dont furent victimes les alaouites par le passé et l'exploitation qu'ils subirent de la part des grands propriétaires sunnites. Cependant, c'est l'évocation du bain de sang qui ne manquerait pas de se produire en cas de perte du pouvoir qui trouve le plus d'écho dans la communauté. Le massacre des cadets alaouites de l'École militaire d'Alep en 1979 et la vague d'attentats perpétrés par les Frères musulmans entre 1979 et 1982 contre des personnalités alaouites ont renforcé la cohésion de la communauté et sa fidélité au président, selon la formule : *Anta ma'a Assad, anta ma'a nafsak* [« Tu es avec Assad, tu es avec toi-même⁴⁸ »].

Pour mobiliser la communauté alaouite, la '*asabiyya* au pouvoir ne peut pas s'appuyer sur les élites politiques traditionnelles que sont les *mashāyikh* (chefs de tribus) Kinj⁴⁹ et Abbas⁵⁰. D'une part, les militaires alaouites qui dirigent la Syrie sont issus de la petite bourgeoisie rurale, non des grandes familles alaouites, et leur adhésion aux partis progressistes fut motivée par le rejet de cette féodalité alaouite, alliée politique de l'oligarchie sunnito-chrétienne des villes avec laquelle elle partageait les mêmes intérêts de domination sur la paysannerie, qui bloquait l'ascension sociale de la petite bourgeoisie rurale. D'autre part, la réforme agraire a frappé les féodaux alaouites comme les grands propriétaires sunnites et chrétiens. Depuis une dizaine d'années, toutefois, la '*asabiyya* au pouvoir tente de récupérer ces anciennes élites, qui ont conservé une forte influence dans la communauté. La famille Kinj, au sein de laquelle se recrutaient les chefs de la confédération des Haddadin, a par exemple retrouvé une partie de ses terres dans la plaine de Jableh⁵¹, et certains de ses membres ont accédé à des postes de choix comme la direction de l'hôtel Sham de Lattaquié.

48. Cf. Michel Seurat, *L'État de barbarie*, *op. cit.*, p. 94.

49. La famille Kinj, d'Ayn al-Shqaq dans la plaine de Jableh, était reconnue comme représentant la confédération des Haddadin sous le mandat français ; Ibrahim Kinj fut président de l'État alaouite dans les années 1930.

50. La famille Abbas de Tlii, dans le nord-ouest du Akkar, représentait la confédération des Khayatin sous le mandat français.

51. Cf. Eberhard Kienle, *op. cit.*, p. 219.

C'est donc à travers les cadres religieux que la 'asabiyya au pouvoir s'efforce d'exercer son emprise sur la communauté alaouite. Traditionnellement, les cheikhs n'étaient que des personnages de second plan ; soumis aux chefs de tribu, ils devaient rester en dehors de la politique. Ils sont non pas désignés, mais reconnus par la communauté pour leur honnêteté, leur probité et leur connaissance de la religion. En général, ils exercent une activité séculière : professeur, juge, agriculteur..., et vivent d'une façon modeste qui contribue à leur aura, alors que la vie fastueuse, la corruption et l'immoralité des membres de la 'asabiyya s'étalent au grand jour. Les cheikhs sont les intercesseurs entre la divinité et les croyants, mais ce sont surtout les gardiens de la doctrine alaouite, ceux qui transmettent le secret de la religion à travers l'initiation. L'appartenance au groupe des initiés procure autorité et respectabilité et crée une solidarité ; en contrepartie, les initiés doivent une obéissance absolue à leur cheikh, qu'ils considèrent comme un père spirituel. Hafez al-Assad apparaissait souvent, lors des cérémonies religieuses (enterrement de son fils et de sa mère, par exemple), en compagnie de son père spirituel ; bien que celui-ci n'ait sans doute pas été son éminence grise, il l'aidait à affirmer son autorité.

Hafez al-Assad était le président d'honneur du Conseil communautaire des alaouites (*Majlis 'al-Mili*⁵²). Ce conseil informel, composé de dix-huit membres cooptés parmi les cheikhs des différentes tribus, a pour rôle de définir, lors de réunions épisodiques, les grandes orientations de la communauté alaouite. Au moment de la révolte des Frères musulmans, cet organe a été utilisé pour souder les alaouites face au danger qui était censé les menacer⁵³. Passée cette période de trouble, le Majlis al-Mili, inféodé au président, ne semble plus guère jouer qu'un rôle local de concertation pour les familles restées au pays⁵⁴.

Le régime d'Assad se nourrit de la pauvreté des alaouites

Il convient de rappeler que le pouvoir politique, en Syrie, n'appartient pas aux alaouites, mais à des alaouites. La nuance est de taille, car elle implique qu'il ne suffit pas d'être alaouite pour être proche du pouvoir et bénéficier d'un traitement de faveur. *A contrario*, les alaouites ne soutenaient pas tous le régime

52. Cf. Alain Chouet, *op. cit.*, p. 96.

53. Michel Seurat a relaté la réunion d'août 1980, qui s'est tenue à l'occasion de la fête du ramadan dans le fief présidentiel de Qardaha : « En 1980, Hafez al-Assad a naturellement insisté devant la hiérarchie alaouite, religieuse et profane, sur la nécessité de faire bloc pour surmonter la crise. Sur le ton du reproche, il a demandé à ses coreligionnaires de cesser de se considérer comme vivant sur la société, en tant que "communauté du pourcentage", mais au contraire d'"entrer dans la société" en disputant à la bourgeoisie sunnite le terrain de l'activité économique. » Cf. « Caste, confession et société en Syrie », in Michel Seurat, *L'État de barbarie*, *op. cit.*, p. 88.

54. Cf. Alain Chouet, *op. cit.*, p. 114.

d'Hafez al-Assad simplement parce que ce dernier était alaouite : il existait des lignes de séparation claniques, mais aussi des clivages politiques. Certes, de 1979 à 1982, durant la révolte des Frères musulmans, la communauté alaouite a fait bloc derrière Hafez al-Assad, mais plus parce qu'elle était la cible privilégiée des révoltés que par solidarité communautaire. La solidarité communautaire entre la *'asabiyya* au pouvoir et l'ensemble des alaouites n'est pas automatique ; il faut un danger pour qu'elle soit mobilisée. Hafez al-Assad savait parfaitement agiter l'épouvantail de la revanche que prendraient les sunnites si « les alaouites » perdaient le pouvoir. Cette crainte est-elle justifiée ? Ce qui compte, c'est que, dans l'esprit des alaouites, elle a joué en renforçant leur sentiment d'appartenance à la communauté ; mais elle n'a pas toujours été présente, et elle s'estompe en même temps que la mémoire des événements de 1979-1982.

Les relations clientélistes classiques fondées sur l'échange matériel sont le second pilier constitutif des réseaux alaouites de la *'asabiyya* au pouvoir. Le régime baasiste, comme la plupart des régimes arabes, tenta de résorber la pauvreté, présentée comme une conséquence de la période coloniale (Algérie) ou du régime « bourgeois-féodal » précédent (Irak, Égypte). La rente, directe (produit des exportations d'hydrocarbures) et indirecte (soutien des pays arabes pétroliers dont a bénéficié la Syrie de 1973 à 1987 pour lutter contre Israël, ou rentrées à travers l'émigration dans les pays pétroliers), permit de financer des programmes de développement (éducation, santé...), de réguler les prix des biens et des services courants, et d'augmenter considérablement le volume de la bureaucratie⁵⁵. La prospérité économique que connut la Syrie entre 1973 et le milieu des années 1980 permit de masquer les inégalités héritées et de favoriser la mobilité sociale des couches populaires. Mais l'ascension de ces dernières dans la société demeurait fragile, car elle ne reposait que sur la redistribution de la rente par l'État. La crise de l'État redistributeur ayant entraîné la paupérisation des employés du secteur public, la condition de fonctionnaire est devenue synonyme d'indigence : avec un traitement compris entre 4 000 et 8 000 livres syriennes⁵⁶ (en fin de carrière et pour les plus gradés), il est impossible de nourrir une famille. Les agents de l'État n'ont de ce fait que deux solutions pour améliorer leur ordinaire : exiger des commissions (*bakchich*) en échange de leurs services, ou rechercher un second emploi plus lucratif dans le privé. Mais tous les postes ne permettent pas d'obtenir des commissions, et il est difficile de trouver un second emploi rémunérateur lorsqu'on réside dans une montagne surpeuplée aux possibilités agricoles réduites.

55. Cf. Blandine Destremau, « Pauvres et pauvreté en Afrique du Nord-Moyen-Orient : Essai de balisage d'une problématique de recherche en sciences sociales », *Les Cahiers d'UR-BAMA*, n° 13, 1997, p. 25.

56. Au change parallèle, 1 dollar vaut environ 50 livres syriennes.

L'assistance dont Hafez al-Assad faisait bénéficier en priorité les membres de sa communauté lui procurait des serviteurs de confiance et une véritable garde prétorienne. Tous lui étaient d'autant plus fidèlement dévoués qu'ils dépendaient matériellement de lui : après la révolution baasiste, les paysans alaouites sont passés « du service des grands propriétaires à celui des services de renseignement⁵⁷ ». Grâce à son emprise sur l'État, la *'asabiyya* d'Hafez al-Assad a pu utiliser la distribution des terres lors de la réforme agraire, l'attribution des prêts agricoles, les embauches dans le secteur public, la construction de routes, l'aménagement de barrages, l'électrification, etc., pour élargir sa clientèle. Chaque réalisation était inaugurée en grande pompe et une plaque apposée pour remercier le président de sa générosité⁵⁸.

Pour autant, ce n'est pas toute la communauté alaouite qui a été clientélisée, certains s'y étant refusés par opposition politique ou parce qu'ils disposaient d'une autonomie matérielle suffisante. Ainsi, nombre de commerçants alaouites de Tartous, issus de l'émigration au Liban ou bien outre-mer, n'ont aucun lien de clientèle avec la *'asabiyya* dominante : leurs intérêts économiques les rapprochant davantage de la bourgeoisie sunnito-chrétienne de la ville, ils subissent les mêmes tracasseries bureaucratiques que celle-ci. Ce n'est pas parce qu'ils sont alaouites qu'ils bénéficient d'un traitement de faveur ; pour cela, il faudrait qu'ils acceptent de se placer sous la protection d'un patron.

La dépendance économique dans laquelle se trouve la majeure partie de la communauté alaouite à l'égard de la *'asabiyya* d'Assad renforce les structures tribales et ethniques, car c'est par ce canal que transitent subsides et emplois publics. L'inconvénient de ce système, mis en place par Hafez al-Assad lui-même, réside dans la fragilisation de son pouvoir absolu sur la *'asabiyya*, dont certains membres se constituent à leur tour des clientèles majeures qui les rendent incontournables. Au début des années 1980, Rifaat al-Assad⁵⁹ avait ainsi réussi à se constituer une telle clientèle, menace directe pour son frère.

57. Cf. Raymond Hinnebusch, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria : The Political Economy of Rural Development*, Boulder, Westview Press, 1989.

58. Une plaque a même été apposée au mur de la mosquée des Omeyyades, à Damas, pour remercier le président d'avoir fait réparer l'un des murs.

59. Rifaat al-Assad avait joué un rôle clé dans la répression des Frères musulmans avec ses fameuses Brigades de défense (*Sarāya 'al-Difā'*), des troupes d'élite entièrement formées d'alaouites. Il disposait d'un réel prestige dans la communauté et s'était forgé une image d'homme intègre qui allait débarrasser le pays de la corruption que son frère avait laissée se développer. Ayant affiché trop tôt ses ambitions, Rifaat fut exilé en Occident de 1984 à 1992, puis de nouveau à partir de 1998. Les Brigades de défense furent réduites et laissées inactives dans des baraquements délabrés situés à l'extrémité sud du quartier de Mezzeh.

C'est pour la même raison qu'en 1998 Hafez al-Assad a limogé Ali Douba⁶⁰, le puissant chef des services de sécurité : l'extension des réseaux de celui-ci représentait un danger pour l'ascension de son fils Bachar, l'actuel président syrien.

Les bases du pouvoir alaouite sont sapées

L'appartenance communautaire constitue un lien social potentiellement mobilisable, mais non automatique. Pour obtenir le soutien d'une majorité d'alaouites, il faut que la *'asabiyya* au pouvoir utilise le clientélisme classique : fidélité contre avantages matériels. Or le type d'assistance qui a été mis en œuvre (prêts bancaires, emplois dans le secteur étatique, etc.) entretient la dépendance des clients, car il les enferme dans des secteurs peu rémunérateurs et déconnectés de l'économie productive. Jusqu'à la fin des années 1980, il semblait que ces mesures d'assistance soient suffisantes pour résorber la pauvreté (au sens matériel du terme), mais ce n'était qu'illusion créée par la nationalisation de l'économie syrienne. L'*infitah* des années 1990 a réactivé un système économique générateur de profondes inégalités sociales dont la majorité des alaouites (fonctionnaires, militaires, petits paysans...) sont les premières victimes. Comment le régime espère-t-il les encourager à se lancer dans le secteur privé alors que, pour consolider son assise, il en a fait des assistés ? La pauvreté des alaouites garantit la pérennité des réseaux de la *'asabiyya* au pouvoir et, dans une certaine mesure, la survie même du régime. Mais la *'asabiyya* va devoir renouveler sa garde prétorienne dans les villages déshérités du djebel Ansarieh et les quartiers périphériques des villes côtières. Or les recrutements massifs dans l'armée et la police sont contrariés par le déclin relatif de la communauté alaouite sur le plan démographique : si les officiers sont alaouites, il est probable que la troupe est désormais à majorité sunnite. La situation est donc l'inverse de celle qui a précédé la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963, quand les officiers étaient sunnites et les hommes de troupe alaouites. La division des sunnites sur des bases politiques et régionales avait permis au Baas, et à l'intérieur du parti aux alaouites, de s'imposer. Mais les difficultés économiques de la Syrie contemporaine et les errements du régime alaouite ont en définitive produit l'unité de la population sunnite sur fond d'islamisme rampant.

60. Eberhard Kienle souligne dans « Entre jama'a et classe », *op. cit.*, que, après l'éviction de Rifaat al-Assad, Ali Douba était devenu au sein du groupe au pouvoir le « nouvel homme fort ». Il fut limogé en 1998 pour corruption. Cf. également Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 241.

Politique et pragmatique, Hafez al-Assad a brillamment survécu à la chute de son allié soviétique, n'hésitant pas à s'allier aux États-Unis contre l'Irak en 1991. Son successeur ne semble pas avoir la même carrure ; « les erreurs succèdent aux erreurs⁶¹ », comme le soulignait dans l'un de ses derniers articles le journaliste libanais Samir Kassir⁶². Le régime syrien a réussi à s'isoler sur la scène internationale par son intransigeance dans les négociations de paix avec Israël, par l'absence de libéralisation politique et, surtout, par le maintien de l'occupation du Liban. Le renouvellement du mandat du président prosyrien Émile Lahoud a valu à la Syrie la condamnation internationale par la résolution 1559 du 2 septembre 2004. L'assassinat de Rafic Hariri, dont il ne fait guère de doute qu'il a été commandité par les services de sécurité syriens, et les attentats qui ont suivi prouvent l'incapacité du régime syrien à changer. Assurément, le système de pouvoir mis en place par Hafez al-Assad ne laisse guère de marge de manœuvre à son fils. Par ailleurs, le caractère minoritaire du régime, la mentalité de forteresse assiégée propre aux alaouites et leur angoisse de représailles sunnites s'ils venaient à perdre le pouvoir encouragent à l'intransigeance sur les plans extérieur et intérieur. Il est vrai que les minorités au pouvoir ne sont plus guère à la mode dans la région : après les maronites au Liban et les sunnites en Irak, les alaouites ont toutes les raisons de penser que l'heure de la fin est proche. À défaut de démocratie, c'est la loi du nombre qui s'impose avec le projet américain de « Grand Moyen-Orient ».

61. Samir Kassir, « 'Al-Khaṭa' ba'd 'al-Khaṭa' », *al-Nahar*, 27 mai 2005.

62. Samir Kassir a été assassiné dans un attentat à la voiture piégée le 2 juin 2005.





